

HOLLANDE ET VALLS DÉCOUVRENT QUE LES ÉCOLOGISTES ET LES ALTERMONDIALISTES ONT RUINÉ L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Les agriculteurs français sont en colère et ça va forcément continuer tant que le gouvernement français n'aura pas compris que le climat écolo-bobo-altermondialiste qui domine la classe politique de gauche a ruiné les mécanismes de marché et du même coup les agriculteurs.



Cette fois-ci, ce ne sont pas des millions d'euros de subventions, de prestations et d'aides multiples et variées qui vont sauver le secteur agricole français. Les victimes le savent bien. **Les agriculteurs ne souffrent pas d'une crise conjoncturelle mais profondément structurelle. Ils prennent conscience qu'ils sont désormais face à des mécanismes de marchés auxquels ils sont incapables de réagir.** Pourquoi, parce **que le gouvernement continue de peser sur ce marché de façon contradictoire en fonction des intérêts politiques et l'intérêt politique qui pèse le plus lourd sur l'action gouvernementale depuis trois ans, c'est l'intérêt et l'ambition des écologistes, du Front de Gauche porteur d'une idéologie altermondialiste.**

On a déjà vu le poids de ce lobby bloquer la politique du logement en France, faire arrêter des chantiers d'équipement, des aéroports (Notre-Dame-des-Landes), des projets de Center Parcs, des routes et des autoroutes. On les voit intervenir dans les choix énergétiques en interdisant les expérimentations sur les gaz de schistes, on les voit tous les jours empêcher l'usage de pesticides et des engrais. Ils ont parallèlement mené une action souterraine et très efficace contre le développement et l'adaptation de l'agriculture française à la modernité.

Le résultat, c'est que l'agriculture française a perdu son rang de première agriculture mondiale et beaucoup de nos agriculteurs sont en train de mourir. Pour les agriculteurs français, la décente aux enfers s'est effectuée en trois actes que personne n'a voulu gérer et intégrer d'où la situation désastreuse aujourd'hui.

1er acte : la PAC a pendant près d'un demi-siècle habitué les agriculteurs européens à bénéficier de prix garantis. Ces garanties leur sécurisaient, tant bien que mal, leurs revenus. Les ajustements se faisaient par les quantités donc des stocks quand les matières étaient stockables. Les plus gros ramassaient les montants importants et avaient ainsi les moyens de consolider le secteur en rachetant les petits qui disparaissaient.

2e acte, les économies s'ouvrent à la mondialisation et l'Europe, qui a d'autres choix budgétaires à faire, négocie la suppression de la PAC. Le prix des matières agricoles n'est plus garanti par Bruxelles. Le prix est fabriqué par le marché. C'est l'équilibre entre l'offre et la demande qui fixe le prix. C'est le client, qu'il soit transformateur industriel ou consommateur final qui fixe le prix. Du coup beaucoup d'agricultures en Europe vont s'adapter à cette nouvelle logique de compétitivité (l'Allemagne) mais l'agriculture française ne va pas le faire. Les syndicats agricoles ne sont pas formés pour étudier des prix, ils ont été formatés pour défendre des intérêts corporatistes à coup de manifs devant les Préfectures.

Quant aux élites formés à l'agroalimentaire, une des meilleures formations du monde, ils vont délaisser les milieux agricoles et travailler brillamment pour l'agroalimentaire internationale. L'agriculture française s'appauvrit économiquement et intellectuellement.

3e acte, le gouvernement s'avère incapable de définir des axes prioritaires pour l'agriculture française qu'il va coincer par des priorités contradictoires et non officielles. Au moins trois priorités.

D'abord, l'agriculture française va avoir pour mission de continuer à produire massivement pour le marché intérieur et extérieur. Ensuite, elle va devoir le faire à moindre coût, parce que les prix mondiaux sont fortement concurrentiels. On va même encourager la concurrence entre les grandes chaînes d'hypermarchés pour faire baisser les prix et distribuer ainsi du pouvoir d'achat.

Enfin, elle aura comme impératif absolu de respecter des normes que la France ne va pas cesser de multiplier et d'imposer. Des normes de protections de l'environnement, de protection climatique, des normes pour protéger le bien-être des animaux, leur confort...

Le résultat de toutes ces normes a fait que le lobby des écologistes, alliés à celui des producteurs de bio, complices involontaires des gros propriétaires qui font la pluie et le beau temps dans les SAFER, organismes départementaux qui réglementent le marché des terres agricoles. En lien, d'ailleurs, avec les chambres d'agriculture dont personne ne sait au juste quelle est leur utilité économique. Comme en union soviétique autrefois, la terre agricole n'est pas sur un marché libre.

Tout cela avec la complicité du Crédit Agricole qui finance les uns et refuse les autres. Ici aussi, on avait besoin de rendements pour couvrir les pertes dans les subprimes.

Le respect de ces trois priorités a bouleversé complètement le modèle. Les agriculteurs amoureux de leur métier ne pouvaient plus faire de la qualité puisque cette qualité ne leur était pas payée par la grande distribution et par reconnue par l'Etat.

En fait, on ne voulait que de la consommation de masse à bas prix. Mais comment faire de la production de masse dans des conditions de prix acceptables par le marché quand les hordes de Bobo-écologiste, altermondialiste conduit par Cécile Duflot, Jean-Luc Mélenchon ou Jose Bové interdisait toute productivité ? A écouter Jose Bové, il aurait fallu sortir des steaks de marque Vuitton au prix de la pomme de terre.

La somme des contraintes fiscales et sociales, et surtout la masse des normes imposées par des minorités idéologiques ont empêché l'agriculteur de faire leur métier. On a interdit les OGM, on a limité les rachats de terre au point d'encourager la jachère, on a

fait monter le prix des terres agricoles de façon artificielle en organisant la rareté et on a interdit l'industrialisation des productions. La presse locale regorge de faits divers de cette sorte qui marquent l'idéalisme des uns, le cynisme des autres et malheureusement la bêtise de beaucoup.

La majorité de ces normes qui protègent des idéologies ou des corporatismes n'ont pas été « pondues » par Bruxelles. Elles ont été écrites au ministère français de l'Agriculture pour protéger des intérêts politiques français.

L'agriculture n'a rien à voir avec une entreprise de spectacle. Les agriculteurs ne sont pas des gardiens du zoo de Vincennes. Pendant ce temps-là les agricultures de l'Europe du Nord se sont restructurées de façon très pragmatique en s'équilibrant sur deux jambes ...

Une jambe qui soutient une agriculture de masse productive, et compétitive avec des fermes de 1000 vaches et plus, des filières industrielles avec un corps social qui accepte cette agriculture-là, en dépit de l'importance de mouvement de verts. Faut croire qu'en Allemagne les verts ont pris la couleur de la campagne prospère et non pas celle de la rage misérable.

Et puis, cette agriculture repose sur une deuxième jambe, celle de l'agriculture de proximité avec une distribution courte pour des produits de très grande qualité et vendus très chers.

L'ensemble permet au secteur de dégager des marges pour investir et conquérir des nouveaux territoires à l'Est et en Afrique. Et ce secteur peut aussi vendre massivement en Europe, dont la France.

Quand en France on découvre que dans les cantines scolaires et les hôpitaux, on mange de la viande anglaise, néerlandaise ou allemande, on hallucine et la réaction des politiques est de demander du "Made in France". Très bien, mais qui paiera ?

Le "made in France" nécessite d'être compétitif. Ce que Mr Montebourg n'avait pas compris. Les consommateurs français n'achètent français que si et seulement si, le produit est de meilleure qualité. Il achètera de la viande si, et seulement si, cette viande est bonne pour un prix acceptable.

Quand le même consommateur français achète une voiture allemande, ce n'est pas parce qu'elle est moins chère ! N'empêche, l'allemande est plus compétitive.

Si le gouvernement continue à déverser des tonnes de millions d'euros, les agricultures comme les Grecs les prendront, mais le gouvernement n'aura rien résolu s'il ne redonne pas de la liberté aux agriculteurs qui sont, avant tout, des chefs d'entreprises. Ce qui est curieux, c'est que les sympathisants écologistes qui ont pris possession de beaucoup de bureaux dans les ministères et au PS ait été obligés d'attendre que les autoroutes soient bloquées par les tracteurs pour s'apercevoir que dans les champs et les fermes il y avait des hommes et des femmes qui ont envie de travailler et qui savent le faire si on les laisse tranquille. On vit une époque formidable !



Jean-Marc SYLVESTRE, éditorialiste sur Atlantico.fr

Il présente également une émission sur la chaîne BFM Business et est l'auteur du blog <http://www.jeanmarc-sylvestre.com/>.

Jean-Marc Sylvestre a été en charge de l'information économique sur TF1 et LCI jusqu'en 2010 puis sur iTÉLÉ.